

Reconquista

Samizdat de combat identitaire

Juillet/Août 2007

La foudroyante ascension de "Nana" Rachida

« *J'en ai assez de me faire insulter toute la journée.* » C'est l'explication que Michel Dobkine a donné à ses collaborateurs en annonçant sa démission de directeur du cabinet de Rachida Dati, ressortissante franco-marocaine actuellement chargée par Sarközy de la Garde des Sceaux et du ministère de la Justice. Au ministère, on ment, naturellement, en attribuant cette démission au mariage de Michel Dobkine, qui l'empêcherait de se consacrer entièrement à sa tâche. Comme s'il fallait être célibataire pour diriger un cabinet ministériel... La réaction pète-sec de Dati trahit d'ailleurs l'incompatibilité d'humeur qui a opposé ces deux personnalités. « *J'ai eu un directeur de cabinet, je m'en suis séparée. J'ai un nouveau directeur de cabinet, il organise le cabinet, c'est de sa responsabilité. Je ne vois pas où est le drame* », a affirmé Rachida Dati qui s'adressait à la presse à l'issue d'une visite du centre de semi-liberté d'Haubourdin.

« *Je m'en suis séparée...* » En somme la question qui se pose est de savoir si c'est Dobkine qui a claqué la porte ou si c'est Dati qui l'a viré. Encore une fois, la réponse est dans le comportement général de la beurette ministérielle, qui a provoqué ou subi la démission de trois autres collaborateurs : Philippe Lagauche, conseiller pour les questions pénales, Françoise Andro-Cohen, conseillère pour le droit des mineurs, et Xavier Samuel, conseiller pour les libertés publiques et les questions constitutionnelles. En revanche, un petit nouveau s'est pointé : le propre fils de Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée.

Tout cela pue littéralement le règlement de compte personnel et le copinage et on n'a vraiment pas le sentiment que cette femme est à sa place dans le fauteuil de Garde des Sceaux qui, depuis sa fondation par Philippe Auguste au XII^e siècle, resta l'un des plus prestigieux et vit se succéder François de Montholon, Michel de l'Hospital, Charles de Bourbon, le conseiller Seguier, d'Aguesseau, Maupéou, Cambacérès... avant de tomber de Toubon en Guigou, de Guigou en Lebranchu, de Lebranchu en Perben puis en Dati. On peut d'ailleurs s'interroger sur les moyens par lesquels cette fille d'un maçon marocain et d'une Algérienne illettrée, née dans une smala de huit filles et quatre garçons, a atteint à quarante-deux ans, et avec une rapidité digne de l'ascension sociale d'Anna Coupeau, la fameuse "Nana" d'Emile Zola, un poste d'une telle importance.

Ce n'est évidemment pas en raison de ses diplômes. Rachida Dati, lycéenne de Châlons-sur-Saône, où elle habitait la cité des Prés-Saint-Jean, est en effet une ancienne vendeuse au porte-à-porte devenue aide soignante mais pleine d'ambition. C'est ainsi, d'ailleurs, qu'elle séduira ce vieux marcheur d'Albin Chalandon, rencontré lors d'une réception à l'ambassade d'Algérie. Chalandon l'introduit à la comptabilité du groupe Elf Aquitaine et la présente à

Jean-Luc Lagardère. Celui-ci, tombant sous le charme de la beurette, lui offre un parcours universitaire qui lui permet d'obtenir une maîtrise de sciences économiques et une autre en droit public, puis l'impose à la direction de l'audit de Matra communication. Elle suit Jacques Attali à Londres où il préside la BERD qu'éclabousse alors un scandale lié au luxe effréné que s'octroient ses dirigeants. Revenue en France, Rachida Dati entre à la Lyonnaise des Eaux et se fait présenter à Simone Veil, qui la pistonne pour être intégrée à l'Ecole nationale de la magistrature sans passer le concours d'entrée. Elle en sort auditrice de justice, fonction très subalterne qui consiste pour l'essentiel à assister le juge d'instruction dans tous les actes d'instruction, à assister les magistrats du ministère public dans l'exercice de l'action publique, à siéger en surnombre et à participer avec voix consultative aux délibérés des juridictions civiles et correctionnelles. Là encore, ses protecteurs font classer deux procédures disciplinaires engagées contre elle.

En 2003, présentée à Sarközy, elle devient sa conseillère, au grand dam de Cécilia, d'ailleurs, et travaille à un projet de loi sur la « prévention de la délinquance ». En décembre 2006, elle adhère à l'UMP. Nommée porte-parole pour la campagne présidentielle, elle se révèle, à la stupeur des journalistes présents au point de presse, à peu près incapable de tenir un discours cohérent et multiplie les boulettes, se présentant par exemple comme « *la future ministre du nettoyage des banlieues au Kärcher* ». C'est au point qu'on lui conseillera rapidement de s'effacer devant l'autre porte-parole du candidat Sarközy : Xavier Bertrand, aujourd'hui ministre du Travail.

Aujourd'hui, son image est encore écornée par le scandale que constitue, pour le titulaire d'un ministère régalien de tout premier plan, le fait d'avoir deux frères en prison. Jamal, condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis par le tribunal correctionnel de Verdun pour usage de drogue, comparait en effet devant la Cour d'Appel sur réquisition du ministère public qui a trouvé la peine un peu légère pour un dealer multirécidiviste, et Omar, condamné par le tribunal correctionnel de Châlons-sur-Saône pour acquisition, détention, transport, usage et offre ou cession de stupéfiants. Dans n'importe quelle démocratie, un simple flic accablé d'une telle famille serait prié de démissionner sans attendre une seconde. Dans la démocratie selon Sarkö, un ministre de la Justice, Garde des Sceaux, peut conserver son... maroquin alors même que des membres de sa propre fratrie sont enfermés pour un crime particulièrement ignoble et répugnant dans des prisons dont il a la charge. C'est à se demander si, dans cette société d'invertis, de tarés, de corrompus, avoir un trafiquant de drogue dans ses relations n'est pas, comme disent les branchouilles de l'entourage présidentiel, "un must". □

Un ministère de l'imposture : L'identité

Nous voici donc pourvus d'un ministère de l'identité nationale et de l'immigration ! On peut s'interroger sur les motivations politiques et les conséquences de cette innovation... Comme le réchauffement climatique et le Darfour, les symboles associés au nationalisme sont très "tendance" dans le pathos politique en ce moment. Même Madame Royal s'y est mise, brandissant les trois couleurs avec des sanglots dans la voix.

Ce serait risible si ce n'était pathétique, mais les Français, qui ont la mémoire courte, ont oublié que la dernière fois qu'un socialiste empoigna le drapeau tricolore, ce fut pour le planter... dans un tas de fumier. Il s'appelait Gustave Hervé et il écrivit "La Guerre sociale". Un siècle plus tard, les socialistes et assimilés ont imposé en vingt-cinq ans de pouvoir la banalisation de mots comme "voile islamique", "excision", "mariages forcés", "esclavage domestique", "rivalités ethniques", etc.

Du coup, Sarközy a pu récupérer le débat sur le statut de l'immigration, laissé en déshérence pour ne pas donner l'impression que Le Pen, selon la formule consacrée, *« pose les bonnes questions »*. C'est parce que l'autochtone, encore majoritaire par endroits au grand dam de certains, atteint ce que Mitterrand appelait "le seuil de tolérance" que l'élu du 6 mai a pu se payer le culot de faire de ce sujet tabou un moyen de ramasser des électeurs.

En évitant toutefois de répondre à ces questions essentielles : *« Qu'entend-il au juste par l'identité nationale ? »*, et *« Que prétend-il faire et dans quel but ? »*

La première question n'est pas nouvelle. La réponse est connue depuis plus de deux siècles. L'œuvre maîtresse de la Convention fut de substituer à la notion de Patrie l'idée de Nation, préfigurant ainsi la disparition du *jus sanguinis* (le droit du sang) au profit du *jus solis* (le droit du sol).

La Patrie, c'était un lieu de vie hérité du père. La Nation c'est un genre de vie choisi par un individu.

La Patrie est une terre où vit un ensemble de gens qu'unissent des siècles d'échange de sang par mariage et naissance. C'est l'apanage des peuples sédentaires, de la civilisation de l'agriculture. Le dénominateur commun à ces peuples est la civilisation qu'ils ont constituée. Sans sédentarité, pas de civilisation !

La Nation est un ensemble de gens agglomérés par le hasard, la communauté d'idées, de croyance, voire d'ethnie. C'est le statut des peuples nomades, pasteurs et chasseurs : on parle de la nation juive, de la nation gitane, peuhl, amérindienne, etc. Le vecteur essentiel de la nation est la culture.

Cette opposition essentielle de la civilisation et de la culture, de la sédentarité et du nomadisme permet de comprendre le désastre qu'a apporté la politique

d'intégration voulue et attisée par une idéologie d'extrême gauche relayée par certaines branches du mouvement associatif, le cinquième pouvoir dans ce pays.

A l'époque révolutionnaire, le concept d'"Etat-nation" a conditionné le citoyen à la catéchèse républicaine, en séparant l'Etat du sol. Sans sol, point de patrie : la patrie est d'abord un lieu, une entité géographique, où, en principe, on est né. Maurras disait : *« On ne choisit pas plus sa patrie - la terre de ses pères - que l'on ne choisit son père ou sa mère. »* On trouve déjà cette idée d'enracinement chez Aristophane ("plutus") : *« Là où on est bien, là est la patrie »*, on la retrouve chez Stendhal : *« La vraie patrie est celle où l'on rencontre le plus de gens qui nous ressemblent. »*

La patrie est un berceau ! Le sentiment patriotique unit un groupe d'humains enracinés en un lieu géographique façonné par la civilisation et les valeurs de leurs pères. L'Etat quel que soit sa forme apparaît alors comme le garant du lien naturel entre un sol et ses habitants enracinés.

La Nation et plus encore l'"identité nationale" est tout autre chose. L'expression même de "nation française" est un oxymore né dans les cervelles tordues des conventionnels et des francs-maçons.

La seule "nation française" qui ait un sens, c'est la Patrie. Détachée de ses pères et de sa terre, la Nation n'est pas plus française qu'algérienne, allemande, polonaise, ou bantoue. Elle est un conglomerat de groupes ethniques attirés sur le sol de l'actuelle France par le hasard ou la nécessité et qui ont constitué sous le vocable de "république française" une communauté d'intérêts mais certainement pas de civilisation ou de passion charnelle.

Cela est si vrai que le roi de France s'exprimait "au nom de ses peuples" et non pas au nom du peuple !

Cela est si vrai que la notion de Patrie a toujours été limitée dans l'espace à des territoires occupés par un nombre de peuples limités et proches entre eux ou rendus proches entre eux par les vicissitudes de l'histoire : une ville, une principauté, un royaume, une république (Venise). Sinon on parlait d'empire.

La géographie humaine s'en ressentait avec la diversité des langues, des coutumes, des habitats, des costumes, etc.

L'idée qu'en France la dimension ethnique est nationale est un mensonge idéologique du jacobinisme révolutionnaire qui n'a envahi les consciences de la France profonde qu'avec la chute du Second Empire, l'avènement de la Troisième République... et l'endoctrinement de l'école laïque obligatoire des "hussards noirs" maçonnisés.

Un phénomène récent à l'échelle des siècles.

nationale ? Une arme contre le patriotisme

Jamais l'appartenance nationale n'a été réellement incarnée sinon par un tour de prestidigitation sémantique qui appelle nationalisme l'amour de la patrie. Au contraire en réaction à la centralisation jacobine "nationale", l'exaltation des "petites patries" a répondu en donnant naissance à des mouvements provinciaux, voire autonomistes, partout où ces petites patries étaient historiquement et géographiquement définies (Bretagne, Pays Basque, Corse, puis Alsace, etc.).

Alors que l'identité nationale est aujourd'hui le plus petit dénominateur commun à ceux qui se trouvent liés par des attaches ethniques et une culture semblable, le patriotisme, lui, plonge ses racines dans le terreau de l'occident chrétien.

Dans la période de délire laïciste que nous vivons, au point qu'on entend les spiquerines de la météo bêtifier « *Nous fêtons aujourd'hui les Hubert* » pour ne pas choquer en disant "*Aujourd'hui, saint Hubert*", le "*descendant du Juif de Salonique*", comme Sarközy a tenu lui-même à se définir dans un discours télévisé le jour de son investiture, ne pouvait donc pas, pas plus que son prédécesseur, laisser le concept de Patrie qui "*le laisse froid*" reprendre vigueur. En créant un ministère de l'Identité nationale, il a donc mis en place un système d'accès automatique à ce concept sans contenu : la "Communauté nationale" où n'importe qui deviendra Français du seul fait de la détention (ou de l'attente) de la carte... d'identité nationale ; où, pour reprendre le mot de Le Pen, « *on appellera cheval toute vache élevée dans une écurie.* »

Si l'on considère les brillants résultats de cette politique, la logique et l'expérience voudraient qu'on revînt à la politique qui a fait ses preuves pendant plus de trente siècles d'immigration continue sur le Finistère de l'occident qu'est la France : celle de l'assimilation qui au terme d'un long processus de plusieurs générations fait, par le sang versé ou le sang offert, des Français aussi patriotes que ceux qui le sont par le sang reçu.

Mais, comme pour ses ministres, Sarkö cultive ses idées sous le fumier de la gauche. La gauche obsédée par la volonté de détruire jusqu'à l'idée de patrie.

Ségolène continuera donc de gémir dans ses meetings : « *Jusqu'à quand allons-nous parler d'immigrés de troisième, quatrième, cinquième génération ?* » Et les patriotes à lui répondre : « *On en parlera tant que ces gens-là manifesteront le refus de l'assimilation par leurs mœurs, leurs habitudes, leurs conceptions des rapports humains, familiaux et sociaux. Tant qu'ils refuseront notre monde et nos modes de vie et de pensée. Tant qu'ils y seront encouragés par de pseudo-intellectuels corrompus. Tant qu'ils prétendront nous imposer leurs coutumes, leurs critères, leurs règles et leurs rituels. Tant qu'ils prétendront faire*

de la France une mosaïque, une fédération de communautés sans autre lien que l'habitude de traire la même vache à lait. »

Ce n'est donc pas par hasard que Sarközy a voulu ce ministère de l'identité nationale et ce n'est pas par idéologie que la gauche feint d'y être opposée. C'est tout simplement parce que le premier veut banaliser la communautarisation dont il a été l'artisan en institutionnalisant l'UOIF et le CRAN (Union des organisations islamiques de France et Conseil représentatif des associations noires) et parce que la seconde veut interdire toute tentative de restauration de l'idée de communauté de sang en contestant jusqu'à l'idée d'une communauté de choix.

Quant au propos adapté par Sarközy d'un slogan de ses copains américains « *La France, on l'aime ou on la quitte* », c'est une tromperie de plus.

D'abord parce que personne ne peut croire sérieusement que cet homme qui, sous prétexte de refuser la "double peine", s'oppose à l'expulsion de criminels allogènes oserait chasser un étranger dont le seul défaut est de ne pas aimer notre pays.

Ensuite parce que, même si cette mesure était appliquée, il faudrait que les immigrés soient de fieffés imbéciles pour risquer de perdre le droit au logement gratuit, aux soins gratuits, à l'école gratuite, au RMI, à la CMU, aux allocs en avouant qu'ils détestent le pays qui leur en fait cadeau et qu'ils méprisent les autochtones qui financent cette prodigalité.

L'identité nationale à la Sarközy, c'est la mise en œuvre du propos de Fénelon : « *La patrie d'un cochon est partout où il y a du gland* »... Pour lutter contre les opportunistes de la glandée, il faudra mettre hors d'état de nuire les collaborateurs gaulois ou mâtinés cochons d'inde mus par la haine de leur propre communauté. Il faudra dissoudre les associations dites "d'aide aux immigrés" qui ne visent qu'à forcer les frontières et appellent à la submersion de la société française traditionnelle. Il faudra chasser les hors-la-loi jamais inquiétés parce qu'ils sont forts du soutien des médias et des tenants de la pensée unique. Il faudra mettre un terme à cette nuisance que sont les manipulateurs d'"Education sans frontières" qui utilisent la scolarisation forcée des enfants d'illégaux pour imposer la régularisation de leurs géniteurs. Il faudra forcer les juges à punir enfin ces provocateurs à la désobéissance civique.

Sarközy osera-t-il passer cette racaille au Kärcher ? Ou bien son nouveau ministère de l'identité nationale servira-t-il simplement, comme on dit dans la marine, à faire tenir le navire par la peinture ? On attend de le vérifier. Sans illusion...

C.T. □

Que feraient les Beurs en uniforme en cas d'insurrection des cités ?

Dans la plus grande discrétion, certains services de l'Armée travaillent depuis plusieurs mois, précisément depuis les émeutes de novembre 2005, sur l'hypothèse de nouvelles émeutes des cités qui déboucheraient sur un soulèvement général des populations afro et arabo-islamique en France.

La question posée vise précisément à tenter de pronostiquer ce que serait, dans un tel cas, si l'armée était appelée à intervenir en force d'appoint de la police et de la gendarmerie, le comportement des personnels d'origine afro-maghrébine.

Le sujet n'est pas sans intérêt quand on sait que les "militaires français issus de l'immigration" selon l'appellation officialisée par une enquête réalisée en 2004 sur la présence massive de musulmans au sein des armées et les éventuels dangers de pression communautaire représentent 28 % du personnel des armées.

A l'époque, les auteurs du rapport, avaient adroitement retourné la question et, écartant le sujet principal, avaient instruit et médiatisé un véritable procès en sorcellerie raciste en relevant « *les réticences d'une partie de la hiérarchie face à la pratique musulmane* » et, « *plus grave, une vaste suspicion à l'endroit de recrues qui représenteraient entre 10 et 20 % du personnel militaire* ».

Malgré quoi, l'un des auteurs, Christophe Bertossi, n'hésitait pas à affirmer que ces recrues « *n'ont pas de problème d'allégeance. Ils se sentent français. La carte d'identité du pays d'origine est vécue uniquement comme une facilité pour aller visiter la famille.* »

A l'époque déjà, ces conclusions apparaissaient bien optimistes et les relations des deux auteurs du rapport avec le MRAP jetaient au moins une ombre de doute sur leur impartialité.

Prétendre que pour les militaires issus de l'immigration, la carte d'identité algérienne par exemple, n'est qu'une « *facilité pour aller visiter la famille* », c'est pour le moins hénarisme quand on sait que des sondages réalisés dans les banlieues occupées montrent que moins de 10 % des sujets interrogés se considèrent comme Français et que 1 % à peine se déclarent prêts à mourir pour la France.

Les porteurs de cartes d'identité françaises ne cachant pas, à l'inverse de ce que prétend l'auteur de l'enquête, que c'est justement cette carte qui est une "facilité" et que la seule "vraie identité" est celle du pays d'origine.

Au demeurant, le seul fait, pour un militaire français de garder une double nationalité devrait être tout simplement interdit par la loi.

Quoi qu'il en soit, le rapport en question est paru en octobre 2005 et les émeutes de novembre lui ont apporté un éclairage qui a contraint l'armée à revoir la question et à s'intéresser à la loyauté de ces militaires qui représentent près du tiers du personnel total plutôt qu'à de prétendues brimades racistes imputables à une hiérarchie bouchée.

C'est qu'à la différence des sociologues d'extrême gauche, les officiers présents sur le terrain ont une vue "en grandeur réelle" de la question.

Et leurs témoignages divergent sensiblement de ceux des personnes interrogées par Bertossi et De Weneden.

Un jeune officier parachutiste raconte par exemple que, dans son unité, les JFOM (jeunes Français d'origine maghrébine, dans le langage militaire) passent en majorité leurs journées au foyer à boire de la bière en regardant des films pornos sur la vidéo et qu'à la moindre réflexion, ils adressent au chef de corps un rapport dénonçant le racisme de l'officier qui, convoqué par le colonel, est obligé de revenir sur la sanction.

Dans la Marine, les officiers n'oublieront pas de si tôt la mutinerie que les quotidiens communistes *La Marseillaise* et *L'Humanité* furent, en 1999, les seuls à signaler à bord du porte-avions français *Foch*.

Une soixantaine de jeunes engagés volontaires, tous de parents maghrébins, avaient pris en otage leur officier d'armes. Après s'être retranchés deux jours dans la cafétéria du porte-avions, ils avaient dû être délogés par un commando de fusiliers-marins venu de Lorient. Ces beurs réagissaient contre une punition collective infligée à la suite d'une rébellion survenue lors d'une mission au large de la Yougoslavie au cours de laquelle les Super-Etendards avaient effectué des frappes sur le Kosovo considéré par les recrues musulmanes comme un sanctuaire islamique. Interrogé, le ministère de la Défense opposa un démenti mais demanda aux médias de ne pas le publier pour ne pas donner corps à la rumeur.

Sur quoi, et, selon certains, en réaction à ces événements, la Marine créa un contrat court (deux ans non renouvelables) pour des fonctions peu spécialisées, provoquant un afflux de candidatures de JFOM au point qu'il fallut réviser les critères de sélection.

De son côté, l'armée de l'air a conçu un contrat de militaire technicien de l'air (MTA que certains traduisent par "Marocains, Tunisiens, Algériens"), avec une durée maximale de service de huit ans (quatre ans renouvelables une fois). Mais ces mesures ne semblent pas porter leurs fruits.

Le MRAP lui-même en convient qui, dans un document interne, souligne la nécessité d'aumôniers islamiques : « *Pour l'instant, l'islam des casernes reste bridé. (...) A défaut d'interlocuteur au sein de l'armée, ils (les JFOM) prennent conseil auprès d'imams extérieurs. Un risque de dérive qui plaide pour la nomination rapide d'un aumônier formé et la lutte contre les discriminations. Car l'armée le sait : elle joue sa cohésion en cas de conflit.* »

Ca promet, non ?

Texte tiré du *Libre Journal de la France Courtoise* n°411.
Site Internet : www.francecourtoise.info

**Téléchargez les précédents numéros
de Reconquista sur le site Internet :
www.reconquista.info**